

UN TRIBUNAL INTERNATIONAL DOIT JUGER LES AUTORITÉS DE LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN POUR CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ

Cinq ans après l'assassinat de quatre opposants kurdes iraniens en Allemagne, le tribunal criminel de Berlin, qui a jugé cette affaire, accuse les plus hautes autorités de l'Etat iranien d'être les commanditaires de cet attentat. La République islamique d'Iran est l'instigateur de plus de 200 attentats terroristes à travers le monde. C'est un Etat terroriste. Ses dirigeants doivent être jugés dans un tribunal international libre et indépendant pour crimes contre l'humanité.

Au terme d'un procès dont les délibérations ont duré trois ans et demi, le tribunal criminel de Berlin a désigné l'Iran "au plus haut sommet de l'Etat" comme terroriste. C'est la première fois dans l'histoire des affaires juridiques et criminelles qu'un tribunal accuse directement les dirigeants d'un pays étranger de terrorisme. Le verdict du tribunal "Mykonos" dans le procès pour l'assassinat des quatre opposants kurdes iraniens en 1992 ne laisse aucun point d'interrogation : "Les ramifications du crime vont jusqu'au plus haut sommet de l'Etat iranien" et "la direction politique de l'Iran est responsable de l'attentat". Malgré les pressions de l'Iran pour empêcher le procès puis tenter d'en influencer le cours, la justice allemande a fait preuve

suite page 2

18 ANS DE TERRORISME D'ETAT CONTRE LES OPPOSANTS A L'ETRANGER

- **7 décembre 1979.** Chahriar Chafigh, colonel de la marine et membre de la famille royale déchue, est assassiné par balles à Paris.
- **1980.** Attentat manqué en France contre Chapour Bakhtiar, dernier premier ministre du Shah. Anis Naccache, chef du commando, est condamné en 1982 à la prison à vie. Il sera gracié et expulsé vers l'Iran en 1990.
- **7 février 1984.** Gholam-Ali Oveissi, général de l'armée sous l'ancien régime, et son frère, Gholam-Hossein Oveissi, sont assassinés par balles à Passy. Un groupe islamique iranien, Djihad islamique, a revendiqué l'action.
- **19 mai 1987.** Ali Réza Tchitgar, secrétaire général de Hezbé Kar (parti du travail d'Iran) est assassiné dans un appartement à Vienne. on retrouve son cadavre quelques mois plus tard.
- **14 février 1989.** Fatwa de Khomeiny condamnant à mort l'écrivain anglais Salman Rushdie pour son livre *Les versets sataniques*.
- **13 juillet 1989.** Assassinat à Vienne, en Autriche, d'Abdol-Rahman Ghassemilou, le secrétaire général du *Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran*.
- **24 avril 1990.** Assassinat en Suisse de Kazéme Radjavi, le représentant de CNRI dans ce pays.
- **23 octobre 1990.** Syrus Elahi, membre de l'organisation iranienne en exil *Drafché Kaviani*, est assassiné devant son domicile à Paris.

suite page 2

Points

sur

La terreur et la répression en Iran

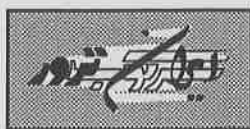
Après avoir commandité plus de 200 tentatives d'assassinat des opposants iraniens dans plus de 20 pays du monde, au cours des dix-huit ans de son existence, l'Etat islamique iranien est enfin, à l'occasion du verdict courageux du tribunal de Berlin, reconnu comme terroriste et ses plus hauts dirigeants comme instigateurs du terrorisme.

Maintenant, il faut lutter pour la rouverture des dossiers d'assassinat des opposants iraniens en France ou ailleurs.

Maintenant, il faut lutter pour que l'Etat iranien à son sommet soit jugé devant un tribunal international pour crimes contre l'humanité.

Le Comité Iranien Contre la Répression et le Terrorisme d'Etat a été fondé en mars 1993. Composé de diverses personnalités et des membres de l'opposition iranienne en exil, il se veut indépendant des partis politiques. Il s'est fixé la tâche d'informer et de sensibiliser l'opinion publique internationale sur les violations des droits de l'Homme en Iran et sur le terrorisme d'Etat pratiqué par la République islamique à l'encontre de ses opposants à l'étranger.

Comité Iranien Contre la Répression et le Terrorisme d'Etat
42, Rue Monge 75005 Paris France
Fax : (00 33) 01 43 44 14 52
Compte postal : CCP 3943263 W la source
Homepage : http://ourworld.compuserve.com/homepages/iran_rep
Email : iran_rep@compuserve.com



Nouvelle série d'exécutions et de condamnations à mort

Les informations en provenance d'Iran font état d'une nouvelle vague d'exécutions d'opposants politiques, de personnes de confession baha'ïe, de pendaisons etc...

Six prisonniers politiques ont été exécutés le 22 février 1997. Ils avaient été arrêtés et incarcérés pour avoir participé à la manifestation des habitants d'Islam-Chahr, en avril 1995, contre la hausse du prix de l'essence et des tarifs du transport public.

D'après le communiqué de Rahé Karghar, quatre d'entre eux étaient membres de cette organisation:

KEYVAN Chakéri, 34 ans, prisonnier à Evin de 1980 à 1990.

MOGHADAM Mehrdad, 36 ans, prisonnier à Evin de 1984 à 1989.

MADJID Aliréza, 37 ans, prisonnier à Evin de 1984 à 1989.

FARHAD Ghaém, 38 ans, prisonnier à Evin de 1984 à 1989.

Selon Fadayane Khalgh (minoritaire), les deux autres appartenaient à cette organisation :

RASTI Mohammad Réza, ouvrier pétrolier et HECHMAT Khodadad, fondateur. Tous deux avaient déjà été emprisonnés pendant cinq ans à Evin. suite page 4

18 ans de terrorisme d'Etat...

2 ● **18 avril 1991.** Abdol-Rahman Boroumand, président du comité exécutif du mouvement dirigé par Chapour Bakhtiar, est tué à coups de couteau devant l'entrée de son immeuble.

● **6 août 1991.** Chapour Bakhtiar est assassiné en compagnie de son secrétaire particulier, Sorouche Katibé, dans sa résidence dans la banlieue de Paris.

● **17 septembre 1992.** Assassinat à Berlin de quatre opposants kurdes iraniens : Sadegh Charafkandi, secrétaire général du *Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran*, Homayoun Ardalan, Fatah Abdali et Hossein Nouri Dehkordi.

● **16 mars 1993.** Mohammad Naghdi, membre du CNRI est assassiné à Rome. Un diplomate iranien est soupçonné.

● **21 avril 1993.** Le juge Bruguière délivre des mandats d'arrêt internationaux contre deux Iraniens membres de la police secrète.

● **11 janvier 1996.** Avis de recherche internationale contre le ministre des renseignements iraniens, Ali Fallahian, pour instigation au meurtre des opposants kurdes iraniens dans l'affaire "Mykonos".

● **20 février 1996.** Deux opposants iraniens (membre de CNRI), Zahra Radjabi et Abdol Ali Moradi, sont assassinés en Turquie. Des agents de renseignements et des diplomates iraniens en Turquie sont mis en cause par l'opposition.

● **28 mai 1996.** Réza Mazlouman, ancien vice-ministre du Shah et réfugié politique en France est assassiné par balles à Créteil.

Un tribunal international...

d'indépendance sans céder à la "raison d'Etat" ou à des considérations d'ordre diplomatique ou d'intérêts économiques.

Selon le tribunal, l'assassinat des opposants kurdes iraniens, Sadegh Charafkandi, secrétaire général du *Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran*, Homayoun Ardalan, Fatah Abdali et Hossein Nouri Dehkordi, en septembre 1992 dans un restaurant à Berlin, "Le Mykonos", a été décidé à Téhéran par un "comité des affaires spéciales" où siègent (sans toutefois citer les noms) les plus hautes autorités de la République islamique à savoir le guide spirituel, Ali Khaménéï, le président de la République, Ali Akbar Hachémi Rafsandjani, le ministre des Affaires étrangères, Ali Akbar Vélayati et le ministre des Renseignements, Ali Fallahian qui fait déjà l'objet d'un mandat d'arrêt international pour meurtre en 1996 par ce même tribunal.

Depuis l'avènement de la République islamique en Iran, en 1979, plus de 200 attentats terroristes ont été commis contre les opposants iraniens dans 21 pays du monde. Environ 350 personnes ont été tuées ou blessées lors de ces activités terroristes commanditées par l'Etat iranien. En France même, 8 exilés politiques dont l'ancien premier ministre, Chapour Bakhtiar, ont été assassinés à l'instigation de ce macabre "comité des affaires spéciales", mentionné par le tribunal de Berlin, et composé des hautes autorités du régime iranien.

Poursuivant le terrorisme d'Etat à l'extérieur contre ses opposants politiques, le régime iranien ne cesse de soutenir matériellement et moralement les groupes intégristes et terroristes dans le monde et particulièrement au Proche-Orient. A l'intérieur du pays, il mène une politique de répression et de terreur dans la violation la plus flagrante des droits de l'homme et des libertés les plus fondamentales. Toutes les couches de la population, les femmes, les jeunes, les fonctionnaires, les ouvriers, les intellectuels, les journalistes, les écrivains... pâtissent du totalitarisme intégriste imposé par les tenants du pouvoir en place.

Les mouvements et les forces démocratiques et de liberté dans le monde doivent conjuguer leurs efforts pour condamner toute politique de conciliation des Etats à l'égard du régime iranien et pour préparer les conditions de la tenue d'un tribunal international formé de juristes et de personnalités libres et indépendants afin de juger les autorités de la République islamique pour les crimes contre l'humanité qu'ils ont commis depuis 1979, la date où elles ont pris le pouvoir en Iran.



Brève chronologie de la persécution des écrivains et des intellectuels en Iran (mars 1994 - mars 1997)

- 14 mars 1994** **Ali Akbar SAÏDI-SIRDJANI**, écrivain, poète et universitaire est arrêté en compagnie du poète **Nyaz KERMANI** dans une imprimerie à Téhéran.
- 14 octobre 1994** Lettre ouverte de **134** écrivains, poètes et intellectuels iraniens pour l'abolition de la censure et la défense des libertés d'expression, d'opinion et d'association.
- 26 novembre 1994** Mort de **SAÏDI-SIRDJANI** (crise cardiaque selon les autorités) mais vraisemblablement causée par les tortures et les persécutions morales et physiques qu'il a subies pendant sa détention en prison.
- 10 octobre 1995** Irruption d'un groupe de Hezbollah dans une conférence à l'université de Téhéran où le penseur islamique **Abdol-Karim SOROUCHE** devait prendre la parole. Plusieurs dizaines d'étudiants sont tabassés par les intégristes sans intervention de la police.
- 24 octobre 1995** Le cadavre de l'écrivain et traducteur iranien, **Ahmad MIR-ALAI**, est retrouvé au coin d'une rue à Ispahan. Il avait été interpellé, la veille, par les services de renseignements et avait subi leur "interrogatoire".
- 31 octobre 1995** Saisie du journal *Thous*, publié à Meshed (à l'est de l'Iran). Son directeur, **Mohammad-Sadegh DJAVADI**, est condamné à six mois de prison et vingt coups de fouet.
- Janvier 1996** Saisie et interdiction du magazine indépendant *Gardoune* par un tribunal islamique. Son directeur, **Abbas MAAROUFI**, est condamné à six mois de prison et 35 coups de fouet.
- 3**
- Février 1996** Trois journalistes sont condamnés à des peines de prison: **Abolghassem GOLPAYEGANI**, de la revue *Gozarech* (3 mois de prison), **Mohammad KHORRAMI**, du magazine *Gozarech Hafté* (six mois de réclusion) et **NAZARI**, de la revue *Arzech* (six mois de prison avec flagellation).
- Mars 1996** Saisie de l'hebdomadaire *Bahar* après sa troisième parution. Aucune raison n'a été fournie par la "Commission de Surveillance de la Presse" (l'organe de la censure islamique).
- 4 et 5 mai 1996** Irruption des intégristes dans deux salles de cinéma (Astara et Gods) à Téhéran pour empêcher la projection du film iranien "Présent des Indes". Les spectateurs sont frappés et injuriés.
- 25 juillet 1996** Intervention des agents de renseignements dans une réception organisée par l'attaché culturel allemand à Téhéran. Les invités, qui sont des écrivains iraniens dont **Faradj Sarkouhi**, vont être interpellés et interrogés pendant toute la nuit.
- 29 juillet 1996** **21** écrivains iraniens dont **Faradj Sarkouhi**, ont failli périr dans un accident d'autocar très suspect. Ils devaient se rendre en Arménie pour une conférence culturelle.
- 8 septembre 1996** **13** écrivains et intellectuels iraniens dont **Faradj Sarkouhi**, qui s'étaient réunis pour mettre au point la plate-forme d'une association libre et indépendante des écrivains iraniens, sont interpellés par les agents de renseignements.
- 3 novembre 1996** **Faradj Sarkouhi** est arrêté à l'aéroport de Téhéran alors qu'il s'apprêtait à se rendre en Allemagne pour voir sa famille.
- 27 janvier 1997** **Faradj Sarkouhi** est arrêté pour la troisième fois consécutive pour "tentative d'évasion illégale du territoire national".
- 30 mars 1997** **Ebrahim ZAL ZADEH**, directeur de la revue *Me'yar* (critère) est retrouvé assassiné à Téhéran. Son cadavre est criblé de coups de couteaux.



l'assassinat du journaliste et éditeur iranien: Zal Zadeh

Le cadavre de Zal Zadeh, porté disparu, est retrouvé criblé de coups de couteau au coin d'une rue de la capitale. C'est un nouvel assassinat perpétré par les agents de renseignements du régime ou par ses commandos terroristes.

Ebrahim ZAL ZADEH, directeur de la revue *Me'yar* (critère) et propriétaire de la maison d'édition *Ebtékar* (initiative), est porté disparu après avoir quitté son domicile à Téhéran le 21 février dernier pour acheter des fleurs. Quelques jours après on retrouve sa voiture dans une des rues de la capitale. Sa famille, en s'adressant auprès des responsables des services de renseignements iraniens pour obtenir des nouvelles du disparu est menacée et sommée par ces mêmes services de "garder le silence et de ne pas divulguer la nouvelle" si elle veut retrouver vivant M. ZAL ZADEH.

C'est le 24 février que les agents de la police retrouvent dans une des rues de la capitale son cadavre enseveli et criblé de coups de couteau d'après le médecin légiste.

M. ZAL ZADEH était journaliste et éditeur à Téhéran. Il diffusait aussi les cassettes de poésie du célèbre poète iranien Ahmad SHAMLOU. Récemment il avait publié un article jugé "critique à l'égard du guide suprême" par les autorités. Il a été soumis à des pressions et des menaces.

Après l'écrivain-traducteur Ahmad MIR-ALAIÏ retrouvé assassiné à Ispahan, le 24 octobre 1995, à la suite d'une interpellation des agents de renseignements, après le journaliste Faradj SARKOUHI, arrêté, torturé et actuellement en prison pour "tentative d'évasion illégale du territoire national"...

L'enlèvement et l'assassinat d'un homme de lettre constituent un nouveau pas franchi par les autorités iraniennes dans leur campagne effrénée de persécution et de répression à l'encontre des écrivains et intellectuels iraniens.

Répression des ouvriers du pétrole : 2 morts et plusieurs arrestations

Suite à la grève des ouvriers de la raffinerie de Téhéran, plusieurs grévistes, une dizaine selon certaines sources, restent toujours en prison, alors que 2 ouvriers ont succombé sous la torture et les bastonnades des Pasdarans.

Suite à la répression de la grève et de la manifestation des ouvriers du pétrole de Téhéran, au mois de février 1997 (voir bulletin n° 11), plusieurs ouvriers, une dizaine selon le directeur de la "maison des ouvriers", restent encore en prison.

On vient d'apprendre que parmi les grévistes arrêtés, deux ouvriers ont succombé sous les mauvais traitements, la torture et les bastonnades des agents de sécurité.

- Hossein KAMALI, 52 ans, cardiaque, est mort sous les menaces et la persécution.

- Gholam BARZEGHAR, 38 ans, a succombé sous les coups des Pasdarans.

Les grévistes réclamaient l'application d'un accord sur les classifications professionnelles, l'augmentation des salaires, l'amélioration de leurs conditions de travail et la reconnaissance par les autorités du syndicat des ouvriers du pétrole à l'échelle nationale. Ils ont obtenu gain de cause pour une partie des revendications salariales et professionnelles mais pour l'essentiel et surtout pour ce qui concerne la reconnaissance de leur syndicat et la libération des ouvriers incarcérés, ils n'ont pas été entendus.

Nouvelle série d'exécutions...

A la même date, deux personnes de confession baha'ie, dont les noms n'ont pas été communiqués, sont condamnées à mort pour apostasie et exécutées par pendaison.

Selon l'*Association pour la défense des Prisonniers Politiques et d'Opinion en Iran*, plus de 200 anciens prisonniers politiques ont été interpellés dans les diverses provinces sous prétexte de "l'informatisation" et de "la mise à jour des dossiers". Selon cette association, le corps inanimé de Manoutchehr Sanéï, ancien chef du protocole de la cour du Shah, enlevé en compagnie de son épouse, a été retrouvé aux environs de la capitale. M. Sanéï était rentré en Iran il y a trois ans d'un long séjour en exil.